

Le paradoxe agricole 9 avril 1998



par **Jean-Paul GENDRON**
président
du journal

Grand-père Joe aimait la terre, sa terre. À chaque jour ou presque en saison de production, il la touchait, la soupesait, l'analysait de l'œil et du nez. Il avait posé son pied sur chaque pied carré. Il y avait pris racine. Lui et sa terre ne formaient qu'un. À chaque automne, dans son empressement à devancer les premières froidures, sur sa moissonneuse-lieuse à trois chevaux, il réussissait non sans grande fatigue à faucher trois à quatre arpents par jour. Les quintaux mûrissaient sous la menace des pluies et du gel. Et la récolte n'était finalement appréciée qu'aux battages d'hiver. Passé bucolique, époque révolue.

Aujourd'hui, une machine motorisée, avec cabine climatisée, radio AM-FM stéréo et cassettes, avec CB ou cellulaire, fauchant vingt pieds de large, passe à travers les mêmes trois ou quatre arpents en moins de dix minutes, récolte et bat simultanément un blé hâtif à forte teneur de protéines qui est immédiatement ensilé dans des conditions optimales. Aux commandes du monstre mécanique informatisé : la petite fille de grand-père Joe. Elle vient d'avoir 18 ans. En d'autres circonstances, elle traverse la terre ancestrale en VTT ou en pick-up. Son pied foule davantage les dalles de centres commerciaux que l'humus générateur de vie. Présent productiviste, époque technologique.

La terre du grand-père se léguait par testament à la génération suivante qui en faisait son projet de vie. La descendante de Joe et son «chum», tous deux diplômés, achèteront la terre ancestrale, agrandie à même celles des voisins de jadis, par le biais d'une corporation ou autre structure patentée. L'«unité de production» évoluera sous la bienveillante trilogie «crédit quota productivité». Elle occupera presque tout un rang qui en d'autres temps comptait une famille fermière aux quatre arpents de façade. Elle sera spécialisée, intégrée, numérisée... et sa production libre-échangiste sera garantie par l'assurance-récolte. Modernisme et rentabilité obligeant, la paysannerie a cédé la place aux impératifs de l'industrie agro-alimentaire.

Au début du siècle la famille terrienne représentait 20 % de la population active. Au tournant du millénaire, ce sera 1 %. La famille prévaudra-t-elle encore ? Nostalgie, pleurs, plaintes, les choix sont faits. L'agri-business nourrit maintenant la province, le pays, la planète. Au Québec, c'est une affaire de 20 milliards et de 200,000 emplois de la terre à l'assiette. Faut-il redéfinir la ruralité ? Quels en seront les nouveaux critères ?

Occuper l'espace rural et y gagner sa vie en travaillant la terre, sans nécessairement se soumettre à l'ordre établi, fait maintenant figure de geste politique, un geste de bravoure qui défie le discours officiel qui veut que le paysan, le fermier, le cultivateur devienne un «producteur agricole» et en intègre la «culture». La terre appartient à ceux qui la cultivent, ont clamé certains révolutionnaires. Encore faut-il avoir les moyens de se l'approprier... de s'y établir.

Si la question vous intéresse, vous interpelle, vous passionne, vous tourmente, joignez donc «le rang des rangs» au Colloque national sur l'établissement agricole, à La Patrie, les 23 et 24 avril.